Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 402

Artikel: Le souffle écologique
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1018623

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le souffle écologique

Depuis quelques mois, Pierre Lehmann interpelle les lecteurs de DP au long de ses « points de vue » (peut-être faut-il rappeler que sous ce surtitre général, les membres de la rédaction de DP offrent régulièrement l'hospitalité des colonnes de ce journal à des invités qui s'expriment là en toute liberté).

A n'en pas douter, les questions de P. Lehmann revêtent une importance particulière. Pas seulement parce que le monde politique découvre ces temps-ci la force du mouvement écologique. Surtout parce qu'il va de l'organisation de notre existence quotidienne et de notre action politique.

P. Lehmann demandait qu'un débat s'ouvre (DP 397). A la vérité, il s'imposait depuis longtemps; et depuis longtemps les groupes de travail cantonaux de DP s'étaient mis à la tâche, des articles témoignant régulièrement de l'état de notre réflexion. Il y a deux semaines, André Gavillet reprenait la balle au bond (« Le Robinson suisse », DP 400). Aujourd'hui, Pierre Moor réagit, ainsi que Pierre Lehmann lui-même. Inutile de dire que les contributions de nos lecteurs seront les bienvenues ! (Réd.)

Vendredi ou la dialectique

Tout est-il si simple ? L'écologiste est ce Robinson qui, sans le savoir, attendait son Vendredi; et qui reçut de la part de ce dernier un beau cadeau, socialiste, nommé « dialectique ». On imagine les sentiments de reconnaissance de Robinson ! Reste à savoir quel usage il a bien pu trouver à ce présent. Tentons de l'éclairer. Après reconstitution du scénario, on verra si les rôles ont été bien distribués.

Le diagnostic socialiste (voir A.G.) : (...) « On retrouve chez ceux qui s'achoppent au problème-clé de la division du travail les mêmes tentations [que chez les écologistes] de fuire le problème social en rêvant d'une société où chaque communauté cultiverait son jardin, la même mise entre parenthèses des rapports de classes, donc du politique ». Et la conclusion : cet argument est un peu court sur le rôle de l'Etat dans les sociétés industrielles.

Que les rapports de classes aient une relation certaine (c'est le petit mot « donc » qui apparaît — des rapports de classes *donc* du politique — ci-dessus) avec le politique, cela peut paraître évident. Que le politique soit tout entier constitué par les « rapports de classes », qu'il n'y ait place dans le politique pour aucun autre phénomène de pouvoir, c'est la proposition qui semble soustendre le raisonnement en question... et c'est ce qui est douteux : l'idée ne peut conduire qu'à un idéalisme de bon marxiste, qui ne présente en soi rien de préférable à celui du bon sauvage.

Cette idée recouvre au moins un subterfuge : la transmutation de toute situation concrète en une problématique abstraite. Ce subterfuge est aussi courant à droite. Au lieu de gaz de fumier, on parle systématiquement de conception globale de l'énergie. Et il y a quelque chose de logique dans cette position : dès lors que l'on assimile politique et rapports de classes, on ne peut parler que de conception globale de l'énergie !

Développons ! Le concept de rapports de classes est une grille de lecture qui ne permet de saisir la société que dans sa globalité : on distingue alors des grandeurs anonymes, abstraites qui n'existent qu'au niveau d'une société conçue comme un seul tout, fonctionnant dans chacune de ses deux ou trois parties de manière homogène. Si le pouvoir est l'enjeu du conflit, ce pouvoir est nécessairement accaparé par le centre, là où les classes — ou plutôt leurs représentants — se rencontrent. Tout pouvoir qui serait localisé ailleurs fausserait les règles du jeu (quelle place donner au juste aux partenaires non prévus ?), mais encore diminuerait sa valeur. On comprend dès lors que la centralisation du pouvoir soit un phénomène nécessaire et que s'impose son corrolaire logique, l'appréhension abstraite de toute situation de pouvoir.

Gauche et droite sont d'accord sur ces règles du jeu. Seules diffèrent leurs cartes. La force centralisatrice de l'une, c'est l'économie de marché; la force centralisatrice de l'autre, c'est l'étatisation. Il arrive que les deux partenaires s'entendent sur le résultat de la partie : ce sera peut-être la conception globale de l'énergie ! Mais le pouvoir demeurera toujours au centre, partagé entre quelques grandes administrations et organisations, au centre, c'est-à-dire là où les problèmes réels ne se posent pas, là où ils sont seulement représentés.

L'écologie, c'est au premier chef une insistance sur l'aspect concret des problèmes. C'est aussi la tentative de récupérer ce fameux pouvoir dans les dimensions du concret, dans le vécu, et non dans la représentation. Il n'y a là aucune robinsonnade, ni aucune tentation de fuite devant le problème social, bien au contraire; le problème social est clairement posé, c'est-à-dire politiquement posé : comment redonner le pouvoir aux gens, et non à une classe, à l'endroit et au niveau où ils vivent, où ils travaillent, où ils *sont*. Les solutions proposées peuvent être utopiques. C'est tout à fait explicable, puisqu'elles sont le fait, précisément, de non-professionnels du pouvoir.

Ces solutions resteront du reste utopiques tant qu'il leur sera demandé de correspondre aux canons d'une société centralisée par les lois abstraites de l'économie de marché.

Il faut bien voir que la gauche n'a pas trouvé d'autre réponse au modèle de société créé par l'économisme libéral que l'étatisation. Réponse inévitable, parce que les rapports de classse, à ce point de départ, n'en permettaient pas d'autres, mais réponse symétriquement centralisatrice et abstraite [1].

[1] C'est bien pourquoi la droite et la gauche classique ont d'accord sur les règles du jeu. C'est bien pourquoi aussi il faut voir dans le stalinisme la continuation logique de la pensée politique bourgeoise ! (cf. André Glucksmann).